

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 17/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société d'Exploitation de Gournay

9, Montipeneau - La Chaume Lauzon
36230 Gournay

Références : VI 23/04/2024 carrière UD36
Code AIOT : 0010005962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement Société d'Exploitation de Gournay implanté Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection annuelle (P1).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Exploitation de Gournay
- Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay
- Code AIOT : 0010005962

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Gournay (SEG) est autorisée par arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'argile et créer un casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié sur le territoire de la commune de Gournay aux lieuxdits « Pontgautron et le Grand Gaillard », dans le département de l'Indre (36).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Contrôle périodique	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.2.3	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.5	Sans objet
4	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1	Sans objet
5	Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 5.1.7	Sans objet
6	Détection des rayonnements ionisants	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : Production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 10 500 tonnes/an.

Constats : Pas d'écart constaté, l'exploitant n'a pas effectué d'extraction pour l'année 2023. La société SEG Gournay gère uniquement son stock d'argile existant à destination notamment de la fabrication de tuile ou d'argile d'étanchéité. L'exploitant précise à l'Inspection qu'il n'est pas prévu de futures extractions sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour coté minimale 205m NGF [...] La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 5m [...]
Constats : Pas d'écart constaté, l'Inspection des installations classées ne constate pas d'écart concernant l'altimétrie du carreau de la carrière et la hauteur des gradins. La cote du carreau de la carrière la plus haute observée est de 205.40 m NGF pour une cote minimale de 205 m NGF, sur le plan mise à jour le 16 juin 2022, dernière année d'extraction sur ce site. Pour rappel, en l'absence de mise en service durant trois ans ou d'exploitation durant deux ans, l'autorisation d'exploiter devient caduque et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année [...] Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées [...]
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan annuel orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie. Ce plan est en cours de réalisation et l'Inspection valide le calendrier avec l'exploitant pour une transmission à l'Inspection fin du premier semestre 2024 du document. Écart constaté: non-transmission du plan orienté pour l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé [...] Constats : Pas d'écart constaté, l'Inspection constate qu'il n'y a pas de prélèvement réalisé sur le site que ce soit en eaux de surface ou eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des déchets
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux [...] contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes: (liste article 5.1.7.1 de l'AP du 28/10/2021)
Constats : Pas d'écart constaté, la société SEG Gournay n'ayant réalisé aucune extraction pour l'année 2023, l'Inspection constate que le registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux est vierge.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection des rayonnements ionisants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Détection des rayonnements ionisants
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce

dispositif est implanté au niveau de la bascule, de telle manière que tous les déchets amiantés entrant soient contrôlés. [...]
Constats : Pas d'écart constaté, l'Inspection constate que le site est équipé d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté au niveau de la bascule, de telle manière que tous les déchets amiantés entrant soient contrôlés. Le contrôle de cet appareillage est réalisé par le bureau d'étude BERTHOLD france SAS, le dernier contrôle a été réalisé le 14/06/2023 et le bureau d'étude BERTHOLD france SAS a déclaré l'appareil conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : [...] A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. [...] l'exploitant adresse à l'inspections des installations classées un rapport annuel d'activité [...]
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de transmettre le rapport annuel notamment avec la mise à jour des relevés topographiques et évaluation des capacités d'accueil de déchets disponibles. Le rapport est en cours de finalisation, l'Inspection valide le calendrier proposé par l'exploitant à savoir une transmission du document pour la fin du 1er semestre 2024. Écart constaté: non-transmission du rapport annuel 2023
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours